

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°371
21 Mars 2025
ISSN 1245-0286

Compte rendu de l'intervention du courant Front Unique à la Commission administrative nationale du SNASUB-FSU, les 18 et 19 mars 2025 :

La CAN du SNASUB des 18 et 19 mars se tenait dans un contexte inédit. Avec d'un côté, le matraquage politique et médiatique sur la menace russe, et de l'autre, les annonces concomitantes de l'UE et des principaux gouvernements, à commencer par celui de Macron-Bayrou, d'une augmentation considérable des dépenses d'armement. Pour cela, Macron a déclaré qu'“il faudra des réformes, du choix, du courage”, que “le moment exige des décisions sans précédent”.

Oui, les travailleurs et la jeunesse peuvent s'attendre à subir des coups sans précédent contre leurs conditions de vie, leurs droits à la santé et à la retraite, droit aux études si des dizaines de milliards supplémentaires sont détournés des dépenses sociales vers l'industrie de guerre.

Le débat a clairement fait apparaître non pas une « nuance » comme l'a déclaré l'un des secrétaires généraux, mais une fracture au sein de la liste majoritaire, entre ceux dénonçant les austérités renforcées conséquences de cette politique de réarmement et ceux, majoritaires parmi les intervenants, soutenant ouvertement l'effort de guerre et allant même jusqu'à dire que nous étions dans un moment où « les frontières de classe devaient être dépassées » !

À l'inverse, le courant Front Unique est intervenu pour signifier :

- que la crise actuelle est due, d'abord est avant tout, à la crise du capitalisme et à l'exacerbation des concurrences inter-impérialismes ;
- que notre responsabilité syndicale était clairement d'empêcher que le moindre centime des budgets sociaux soit détourné vers l'économie de guerre et de destruction ;
- et enfin, qu'il était indispensable de rejeter l'invitation de Macron à “toutes les forces politiques, économiques **et syndicales** du pays” à “faire des propositions” pour “trouver les solutions de demain”, en commençant par dénoncer le conclave et le matraquage actuel pour aggraver considérablement nos droits à la retraite.

Notre motion se prononçait explicitement contre l'union nationale, contre la politique de réarmement et contre toute association des syndicats aux projets de casse Macron-Bayrou. À l'inverse, au nom des désaccords au sein de la liste majoritaire, la motion soumise par la direction a refusé de se prononcer contre la politique de réarmement à marche forcée mais aussi contre les décisions « sans précédent » que Macron entend faire prendre en charge par les syndicats. Laissant ainsi les travailleurs complètement désarmés face à l'offensive inédite en cours, à commencer par celle sur les retraites.

Le fait que 7 camarades aient voté (et 8 s'abstenant) pour la motion Front Unique est un signe manifeste de la volonté de résistance à l'intérieur du syndicat et du rejet du rôle que Macron veut faire jouer aux syndicats. Ceci doit nous conforter à poursuivre notre orientation de rupture et de défense sans concession de nos revendications.

Présentation de la motion Front Unique

Depuis le lancement de négociations USA-Russie sur l'Ukraine, les dirigeants européens et Macron en particulier, organisent un véritable matraquage sur la menace russe, sur la nécessité de réarmer et les sacrifices qui en découlent. Derrière un discours disant défendre les prétendues valeurs de l'Europe, **il s'agit de résoudre la crise du capitalisme et de partager le gâteau** que représentent les ressources de l'Ukraine. **Quant aux valeurs de l'Europe**, entre la situation faite aux migrants, le soutien inconditionnel à Israël qui poursuit son génocide à Gaza ou la multiplication des reculs dans le domaine de l'environnement, **chacun sait de quoi il retourne !**

Tandis que l'UE veut lancer un programme d'armement de 800 milliards, Macron veut faire passer le budget de l'armée de 2,1% du PIB jusqu'à 3,5 %, soit 100 milliards en 2030, voire 5% du PIB soit 140 milliards contre 50 aujourd'hui et 33 en 2017 !

Après un budget historique de baisse des dépenses publiques imposé par Bayrou, particulièrement ressenti dans le Supérieur et la Recherche, asphyxiés financièrement, Macron veut aller plus loin. Pour parvenir à sa politique de réarmement massif, il a dit qu' *"il faudra des réformes, du choix, du courage"*, que **"le moment exige des décisions sans précédent"**.

Confrontés à la crise du capitalisme et à la montée des tensions économiques entre grandes puissances, Macron, les représentants de la finance, du patronat, de la droite et l'extrême-droite, comme leurs homologues européens, voient dans la situation actuelle **une opportunité** pour, au nom de prétendus sacrifices nécessaires pour faire face à la menace russe, entreprendre la liquidation du boulet que constitue pour eux la Sécu, la Retraite, etc.

C'est à propos des retraites que le matraquage s'intensifie ces derniers jours, chacun y allant de ses propositions pour en finir avec nos droits. Retraites par capitalisation selon Édouard Philippe et le MEDEF, mise à mort des pensions de réversion envisagée par le COR, recul d'un à deux ans de l'âge de départ à la retraite pour la sous-gouverneure de la Banque de France !

Bayrou, le 16 mars, a fermé le ban pour ceux qui voulaient nous faire croire à la fable d'un conclave pouvant déboucher sur des remises en cause de la réforme de 2023.

Pour mieux faire passer l'ensemble de ses projets d'attaques d'un caractère inédit depuis des décennies, **Macron en appelle une nouvelle fois au rôle "essentiel"** (dixit Lombard, ministre des Finances, le 17 mars) **du dialogue social** en invitant *"toutes les forces politiques, économiques et syndicales du pays"* à *"faire des propositions"* pour *"trouver les solutions de demain"*.

Tel est d'ores-et-déjà le cadre du conclave, renommé "délégation permanente" et qui inclut dorénavant un volet dédié à la protection sociale en général, augurant de projets d'attaques majeures allant au-delà des retraites comme le confirme brutalement le directeur de la Banque Publique d'Investissement : *« La dette, ça sert à financer les investissements, des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère »*.

Ce conclave prévu pour trois a aussi pour objectif d'immobiliser l'action des syndicats durant ses travaux.

La politique de Macron, c'est une politique forcenée de réarmement pour renflouer le capitalisme français en crise via son industrie d'armement **alors que nous sommes confrontés, un peu plus chaque année, aux conséquences désastreuses de la gestion capitaliste des ressources naturelles**. C'est une politique de casse sociale généralisée **dont ils veulent faire payer la note aux travailleurs !**

----- **Motion Front Unique**

La CAN du SNASUB-FSU, réunie le 19 mars 2025, se prononce contre la politique de réarmement ordonnée par Macron.

Elle s'oppose à tout détournement des budgets des fonds publics et sociaux (Sécu, Santé, enseignement, etc.) en faveur des marchands de canons.

À bas l'Union nationale avec le gouvernement Macron-Bayrou-Lecornu !

La CAN rejette l'ensemble des nouvelles propositions d'attaques contre les retraites et se prononce pour que la FSU dénonce le conclave-délégation permanente et refuse d'y être associée en s'adressant en ce sens aux autres syndicats.

Non à l'asphyxie programmée de l'ESR et à l'Acte II de l'autonomie des Universités.

Non au gel du point d'indice et à la baisse des indemnités maladie des fonctionnaires.

Pas touche à la Sécu !

Abrogation de la loi 2023 sur les retraites !

Empêcher Macron-Bayrou d'associer les syndicats à leurs projets de casse et de réarmement serait un point d'appui pour les affronter et défendre nos revendications.

(Pour : 7 / Contre : 20 / Abstentions : 8)